



Yves Nidegger attend toujours son heure

CONSEIL D'ÉTAT (I) • Candidat à un exécutif pour la troisième fois en quatre ans, le conseiller national UDC est plombé par l'absence d'alliance avec le reste de la droite.



Yves Nidegger: «L'administration doit renvoyer les clandestins, quels qu'ils soient. Tolérer les personnes en situation irrégulière n'a rien de particulièrement humain.» JPDS

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER CHAVAZ
Artisan de la «normalisation» opérée par l'Union démocratique du centre (UDC) genevoise, l'avocat et conseiller national Yves Nidegger, 52 ans, défend une nouvelle fois les couleurs de son parti dans une course à l'exécutif, après le Conseil d'Etat, déjà, en 2005 et le Conseil administratif de la Ville de Genève deux ans plus tard. Encore un tour de chauffe? Les réticences tenaces d'une partie de la droite traditionnelle à sceller une alliance avec la formation blochéenne et le succès insolent du populiste Mouvement citoyens (MCG) contrarient le destin gouvernemental de l'UDC. Entretien.

Depuis quatre ans, l'UDC n'a pas ménagé ses efforts pour se muer en parti fréquentable. Quel bilan en faites-vous?
Yves Nidegger: Il faut garder à l'esprit que nous sommes un parti neuf. Nous avons terminé notre deuxième législature seulement. Si la première volée de députés ne s'en était peut-être pas aperçue, les suivants ont compris que faire de la politique consiste à trouver une majorité autour de projets. Et non de susciter l'unanimité contre soi, même si c'est payant au niveau médiatique.

Depuis quatre ans, les élus UDC ont acquis une crédibilité de travailleurs parlementaires, avec environ un tiers des propositions qui aboutissent. L'année de présidence appréciée d'Eric Leyvraz en est le symbole. Ça, c'est la bonne nouvelle. La mauvaise est que nous devons encore gagner en visibilité. Mais cela fait partie du développement normal d'un parti.

Dans ce contexte, l'encart sur la «racaille d'Annemasse» est arrivé comme un cheveu sur la soupe...

Il ne faut pas chercher à rivaliser en provocation avec le MCG. Ce n'est pas le bon *trend*. Il ne faut provoquer que pour susciter le débat lorsqu'on a une solution à proposer. J'interprète cette annonce comme un geste de nervosité face à la houle populiste. C'était réussi au sens où effectivement, on n'a plus parlé que de ça. Mais cet écart n'a ni freiné le MCG ni évité une petite érosion de nos suffrages.

Hormis cet «incident», qu'est-ce qui a rendu l'alliance avec l'Entente impossible?

Il y a deux réalités. La réalité politique: un rapprochement pendant cette législature; l'UDC, les libéraux et la droite des radicaux ont le plus souvent voté ensemble. L'autre réalité: celle des élections. Malgré la pression des milieux économiques désireux de nous voir à la même table, les partis de l'Entente sont restés réticents. Même si les libéraux sont aujourd'hui majoritairement en faveur d'une alliance, une aile y reste hostile. Les leaders radicaux n'ont, quant à eux, aucun intérêt à «édiaboliser» l'UDC, car ils craignent une hémorragie d'électeurs et sont menacés par le quorum. Quant au PDC, il espère pérenniser sa position de charnière entre la droite et gauche, ce qui serait plus difficile avec nous.

Le parti a annoncé sa candidature une année à l'avance dans l'idée de donner du temps au temps. Malheureusement, rien n'a bougé. Et le diktat radical consistant à exiger de l'UDC un enthousiasme inconditionnel à l'égard de la libre circulation des personnes n'avait rien d'une main tendue...

Dans cette élection, comment comptez-vous convaincre l'électorat de l'Entente?

Etant isolé, je ne peux compter que sur mes qualités personnelles. C'est pourquoi je vise clairement le Département de justice et police. Je pense répondre au profil en termes de qualifications professionnelles et au plan politique: l'UDC affirme avec constance que la sécurité est le premier des droits humains. Et les autres candidats déclarés au poste sont Véronique Pürro et Eric Stauffer. Tous deux catastrophiques, chacun à leur manière, à la tête d'un département qui va déjà très mal, ce que tout le monde reconnaît. Je ne crois pas que cette perspective plaise aux Genevois...

Enfin, l'élection est assez ouverte et la crainte de voir le MCG réaliser un deuxième tabac peut aussi me favoriser.

Espérez-vous récupérer dans quatre ans ceux qui ont donné leurs suffrages au MCG?

Pour qu'ils reviennent chez nous, il faudrait que cet électorat ait auparavant été le nôtre. Je ne pense pas que ce soit le cas. Le vote MCG n'est pas fondamentalement de droite, c'est plutôt l'expression d'une colère revancharde, d'un rejet, que l'extrême gauche parvenait précédemment à capter efficacement.

Avec la mort du marxisme, ce populisme de gauche est devenu le MCG. Même si Eric Stauffer en est demandeur, une alliance avec l'UDC est difficilement envisageable, faute de programme commun.

Depuis votre élection à Berne, en 2007, on ne vous a quasiment plus entendu à Genève. Ce double mandat est-il un échec?

En vérité, ma lettre de démission du Grand Conseil était prête le lendemain de mon élection au National. Mais comme nous ne regorgeons pas de personnalités profilées, mon parti a souhaité que j'assume une double journée de travail. Après le 15 novembre, je ne me consacrerai plus qu'à un seul mandat, fédéral si je ne suis pas élu.

Vous postulez au Département des institutions, que vous rebaptiserez Justice et Police. Quel est votre programme?
La mission du département revient principalement à interpeller, juger et renvoyer.

Il faut redonner confiance à la police afin qu'elle accomplisse au mieux son travail sur le terrain.

La justice doit obtenir plus de moyens, notamment des places de prison préventive pour ne pas avoir à remettre les délinquants à la rue. Lorsqu'ils fixent les peines, ou contrôlent la détention, les juges doivent avoir en tête leur mandat de protection de la population: il n'est pas normal qu'on soit trois fois moins sévère à Genève que dans le canton de Vaud.

Pour finir, l'administration doit renvoyer les clandestins, quels qu'ils soient. Zurich y parvient très bien avec la même loi fédérale et les mêmes accords de réadmission. J'aimerais donner cette impulsion politique. Contrairement à ce que clame une certaine gauche, tolérer les personnes en situation irrégulière n'a rien de particulièrement humain. Les travailleurs au noir sont soumis à une nouvelle forme d'esclavage et s'entassent à prix d'or dans des logements surpeuplés. En plus, la violence et la délinquance ont pour victimes les plus faibles.

L'UDC prône un redimensionnement drastique de l'Etat. Quel est votre credo?

Nous considérons que l'Etat doit réduire sa taille. Il est impliqué dans trop de domaines. A la fin, son omniprésence en-

trave davantage la vie des gens qu'il ne l'aide. Il est illusoire d'exiger de l'Etat qu'il empêche tous les malheurs, les accidents et élimine tous les risques. Et on ne pourra pas remplacer par des fonctionnaires les chaînes de solidarité qui ont été atomisées. Franchement, pour prendre une affaire récente, croit-on vraiment que des fonctionnaires du Service de protection des mineurs sont capables de régler les dysfonctionnements intimes d'une famille, au-delà du rôle d'alerte? Il me semble que la solidarité de voisinage et autres liens sociaux fonctionneraient bien mieux.

Dans quels secteurs proposez-vous de couper?

Je ne suis pas forcément pour une réduction linéaire. Mais certains secteurs sont surdotés. A titre d'exemple, le nombre d'employés administratifs encadrant les enseignants, ainsi que des assistants sociaux, ont explosé bien au-delà de l'évolution démographique. Contrairement aux effectifs policiers!

A votre avis, quelles sont les priorités pour la législature 2009-2013?

Premièrement, arrêter de dépenser des fortunes pour faire obstacle au transport individuel. La création de nouvelles lignes de trams a servi de prétexte à une réduction exorbitante de l'espace dévolu à la voiture et aux cyclomoteurs. La mise en place de ces obstacles coûte des dizaines de millions par année. C'est absurde, les fondements écologistes de cette hostilité ne sont même plus soutenables: les moteurs sont de plus en plus propres. Le dogme anti-voiture est dépassé. Il faut réaliser rapidement une traversée urbaine du lac qui bénéficie aux Genevois. Sans cela, pas question de mettre les transports publics en site propre sur le pont du Mont-Blanc.

Deuxièmement, Genève doit construire des logements au plus vite. Une partie de la zone agricole doit être déclassée à cet effet. Je suis favorable à l'achat de terres agricoles par l'intermédiaire d'une exploitation en main de l'Etat, puis de les revendre à la construction après déclassement, la plus-value devant servir à rembourser la dette. Au rythme où les choses avancent aujourd'hui, l'essentiel des 100 000 logements prévus côté genevois dans le projet d'agglomération ne verront jamais le jour. I

COMMENTAIRE

Mauvais timing

PHILIPPE BACH

La candidature de Yves Nidegger est un test intéressant pour l'UDC. Il permettra de mesurer le désamour qui semble avoir frappé la formation blochéenne. Celle-ci a vu une partie de son électorat filer en direction du MCG.

Il y a huit ans, lorsque l'UDC est entrée au Grand Conseil, sa députation manquait de cohérence et, disons-le, de compétences. Il y a quatre ans, une certaine stabilisation était intervenue. La législature qui s'achève a vu l'UDC opérer une mue: de parti sulfureux, elle s'est transformée en partenaire sérieux de la droite traditionnelle. Au point que le Parti libéral, au départ hostile, a peu à peu retourné sa veste et plaidé pour une Entente élargie. Ayant sans doute le plus à perdre dans l'histoire, c'est le PDC qui a mis son veto.

Yves Nidegger a accompagné cette évolution. Sa candidature au Conseil administratif puis son élection au National lui ont permis d'émerger comme figure politique crédible. Il a réussi à gommer son passé controversé – pour la droite – de militant antinuclear, puis de journaliste écrivant dans la presse contrôlée par la secte Moon. Ce sont d'abord les milieux économiques qui ont plaidé pour une union de la droite. Car la division de cette dernière a permis à la gauche de rafler quatre sièges au gouvernement genevois et de placer deux des siens au Conseil des Etats.

Et puis, patatras! A se montrer trop gouvernementale, l'UDC a déçu une partie de son électorat. Elle a bien tenté de rectifier le tir à la dernière minute à coups d'encarts grossiers dans la presse. Mais une éruption ne fait pas un populisme. Aujourd'hui, l'UDC est confrontée à un choix stratégique. Soit elle maintient le cap de sa politique actuelle. Et, dans ce cas, elle table sur un ralliement futur de l'électorat du MCG, une fois que celui-ci sera retombé sur Terre. Soit elle marche sur les plates-bandes du MCG. Alors elle restera longtemps dans l'opposition, ce qui n'est guère dans sa nature. Yves Nidegger avait une chance d'être rajouté sur le ticket de l'Entente. Mais il semble bien parti pour jouer le rôle du pion qu'on sacrifie.